

Olympiades d'Economie Générale & Statistique 2010	2^{ème} année Sciences Economiques Epreuve de la 1^{ère} étape Samedi : 24 Avril 2010 (9H-12H)
--	---

NOTE :

- Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie. 1 point sera soustrait de la note finale sur 20 pour toute copie mal présentée.
- La machine à calculer non programmable est autorisée.
- Les réponses doivent être précises et concises.

www.achamel.info

cours pratiques en ligne

L'épreuve contient deux dossiers :**Dossier I : Conjoncture et décisions de politique économique****Document 1 :** Evolution du produit intérieur Brut en volume 2007-2010**Document 2 :** Croissance économique hors agriculture**Document 3 :** Réserve monétaire, quel taux standard ?**Document 4 :** La BAM baisse le taux de la réserve monétaire de 2 points**Document 5 :** L'investissement public en 2010**Document 6 :** Evolution du déficit budgétaire en % du PIB**Document 7 :** Evolution du stock de la dette publique en % du PIB**Dossier II : L'ouverture de l'économie marocaine et ses conséquences****Document 1 :** Evolution des soldes de la balance des paiements et des transactions courantes 2004-2009**Document 2 :** Evolution du déficit commercial 2006-2009**Document 3 :** Evolution des recettes des MRE et de l'excédent de la balance des voyages 2005-2009 (En %)**Document 4 :** Evolution trimestriel des avoirs extérieurs nets (en %)**Document 5 :** Politique économique, Interrogations sur les choix à adopter**Document 6 :** Simulation : Le pire à venir ?**Document 7 :** Le protectionnisme est-il de retour ?

www.achamel.info

cours pratiques en ligne

Dossier I : Conjoncture et décisions de politique économique

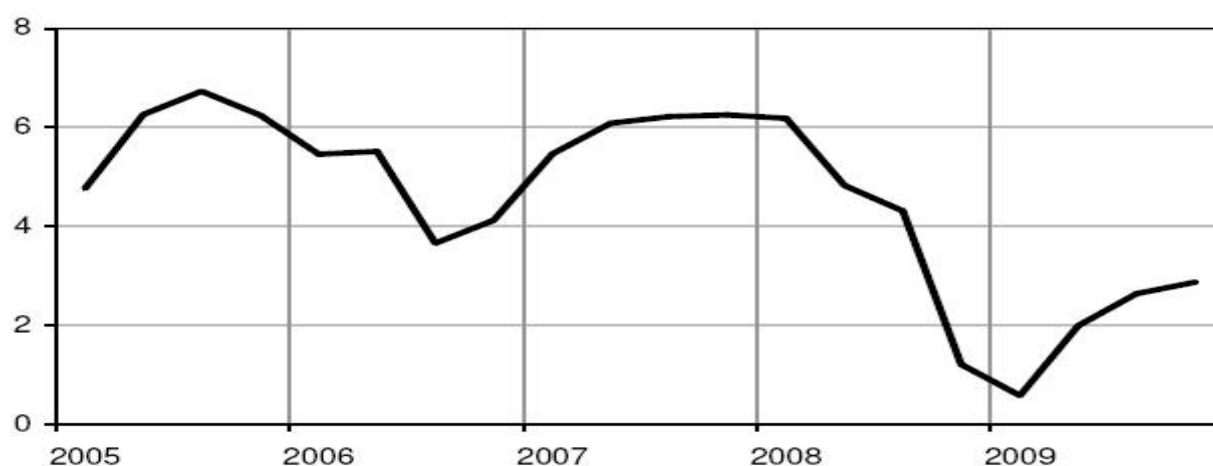
Document 1 : Evolution du produit intérieur Brut (En volume, prix de l'année précédente) (Variation en %)

	2007	2008	2009 *	2010**
Valeur ajoutée du secteur primaire	- 20,0	16,6	<u>26,2</u>	- 5,3
Valeur ajoutée non agricole	6,2	3,9	1,6	5,9
• Secteur secondaire	6,6	3,6	- 2,8	5,1
• Secteur tertiaire	6,1	4,1	4,0	6,3
Droits et taxes nets des subventions	10,6	5,0	2,7	5,9
PIB en volume	2,7	5,6	5,0	4,1

(*) : Estimations (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

Budget économique prévisionnel 2010. www.hcp.ma

Document 2 : Croissance économique hors agriculture (en %)



Note de la conjoncture Janvier 2010. www.hcp.ma

Document 3 : Réserve monétaire, quel taux standard ?

La réserve obligatoire est un instrument de politique monétaire. **Les autorités monétaires font varier le taux en fonction de leur volonté à limiter ou non l'expansion du crédit et par extension pour réguler l'évolution des prix.** Par exemple, au Maroc, si une banque collecte 100 DH en ressources, elle doit en déposer 6 à Bank Al Maghrib. Ce calcul est purement schématique parce que toutes les ressources ne sont pas prises en compte dans le calcul. Dans la zone euro, il s'agit des dépôts, de titres de créance et instruments du marché monétaire, dont les échéances sont inférieures à deux ans. En outre, il n'y a pas de taux standard unanimement appliqué à travers le monde. Chaque système monétaire agit en fonction de sa politique économique. Dans la zone euro, le taux de cette réserve obligatoire est de 2% depuis février 2010. En Chine, après avoir été relevé à 11% en décembre 2009, il est passé à 12% à fin février dernier.

www.lavieeco.com, Edition du 09/04/2010

Document 4: La BAM baisse le taux de la réserve monétaire de 2 points

Les banques peuvent souffler ! Elles viennent de recevoir une énième bouffée d'oxygène qui vaut 9 milliards de DH ! C'est le montant libéré, c'est-à-dire en mesure d'être transformé en crédit, suite à la baisse du taux de la réserve monétaire qui est passé de 8% à 6% décidée par Bank Al Maghrib, lors de la dernière réunion de son conseil tenue le 30 mars. Cette mesure, entrée en vigueur le 1er avril, est la troisième du genre prise en moins d'une année pour venir en aide à un marché dont la sous-liquidité menace d'asphyxier le financement de l'économie. Le taux avait été ramené de 15% à 12% en janvier 2009 avant de fléchir de 2 points successivement le 1er juillet 2009 et trois mois plus tard....

Or, c'est justement à ce niveau que pèchent les banques. Depuis presque deux ans, les dépôts de la clientèle, qui en constituent l'essentiel, évoluent mollement, alors que, même s'il a beaucoup ralenti, le rythme de progression des crédits reste soutenu.

De fait, la faible progression des dépôts est davantage expliquée par des facteurs externes que l'on retrouve, entre autres, au niveau de la balance courante déficitaire de l'ordre de 36 milliards de DH en 2008 et 2009. Par poste, il y a d'abord le tassement des transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE) qui sont recyclés en grande partie en dépôts à terme ou en comptes d'épargne. Ensuite, le déficit de la balance commerciale qui s'est creusé au cours des dernières années se traduit par une dépréciation des ressources bancaires potentielles.

Autres facteurs invoqués, l'augmentation progressive des dotations voyages, le repli des recettes voyages consécutif à la morosité de l'économie mondiale et, dans une certaine mesure, la hausse des rapatriements des dividendes des investisseurs étrangers et/ou des désinvestissements.

www.lavieeco.com, Edition du 09/04/2010

Document 5 : L'investissement public en 2010

La politique de l'Etat en matière d'investissement public continuerait d'entretenir la demande intérieure et de soutenir la croissance économique nationale. En effet, le secteur public devrait contribuer, considérablement, à l'effort d'investissement avec un montant global, s'élevant à 162,64 milliards de dirhams en 2010, en augmentation de 20,4 % par rapport à 2009.

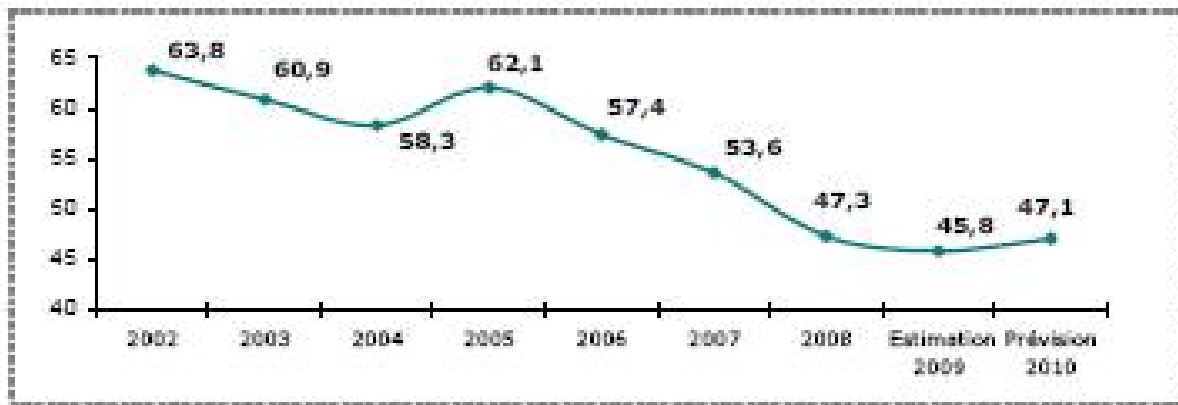


Budget Economique prévisionnel 2010, www.hcp.ma et Loi des finances 2010, www.finances.gov.ma

Document 6 : Evolution du déficit budgétaire en % du PIB (avec privatisation) :

	2004	2005	2006	2007	2008	Estimation 2009	LF 2010
Déficit budgétaire en % PIB	- 3	- 3,9	- 1,5	+ 0,3	+ 0,4	- 2,2	<u>- 4</u>

Loi des finances 2010, www.finances.gov.ma

Document 7: Evolution du stock de la dette publique en % du PIBLoi des finances 2010, www.finances.gov.ma**CONSIGNES :**

- 1- Déduire du document 1 la formule du calcul du PIB. 0,25 pt
- 2- Lire le pourcentage souligné. 0,25 pt
- 3- Commentez l'évolution du taux de croissance économique (document1). 0,5 pt
- 4- Relevez, des documents 1 et 2, les caractéristiques de la conjoncture économique pour les années 2008 et 2009 0,5 pt
- 5- Commentez la phrase soulignée du document 3. 0,5 pt
- 6- La monnaie en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle, oppose les classiques et les keynésiens, discutez la pertinence de chaque apport sur la base des données de la conjoncture actuelle. 0,75 pt
- 7- Relevez, du document 4, les causes de la sous-liquidité des banques. 0,5 pt
- 8- Identifiez la nature du marché, objet du document 4, et présentez ses caractéristiques. 0,5 pt
- 9- Relevez du document 4 : le contexte, un objectif intermédiaire et un objectif final de la décision de baisser le taux de la réserve monétaire. 0,75 pt
- 10- Sur la base du document 5 et 6, qualifiez la politique budgétaire de 2010. 0,25 pt
- 11- En vous référant au schéma du document 5, calculez puis interprétez l'indice élémentaire du l'investissement public global en 2010 (base 100 en 2005). 0,5 pt
- 12- a) Déterminez, à partir du document 5, l'équation de la droite d'ajustement de la forme $y = ax + b$ selon la méthode des moindres carrés de l'investissent du budget général, sachant que $\sum x_i y_i = 834$; $\sum x_i^2 = 91$. Arrondir au dixième près. 0,5 pt
 b) Dans l'hypothèse de la continuité de la tendance passée, calculez les dépenses d'investissement prévisionnelles du budget général en 2012. 0,75 pt
- 13- Lisez le pourcentage souligné du document 6. 0,25 pt
- 14- Commentez le schéma du document 7 (aidez-vous des données du document 6). 0,5 pt
- 15- Reproduire et complétez, en vous référant aux documents ci-dessus et vos connaissances acquises, le tableau ci-après : 1,25 pts

Décisions de politique économique en 2010	Effets attendus	Risques
<u>Budgétaires</u> :		
.....		
.....		
<u>Monétaires</u> :		
.....		
.....		

16- Synthèse : 5 pts

En vous inspirant des documents ci-dessus et de vos connaissances, montrez **dans quelle mesure les décisions de la politique budgétaire permettent-elles de stimuler l'activité économique**, dans un contexte marqué par la récession, le chômage, le recul du commerce international et la hausse de l'endettement public ?

Dossier II : L'ouverture de l'économie marocaine et ses conséquences

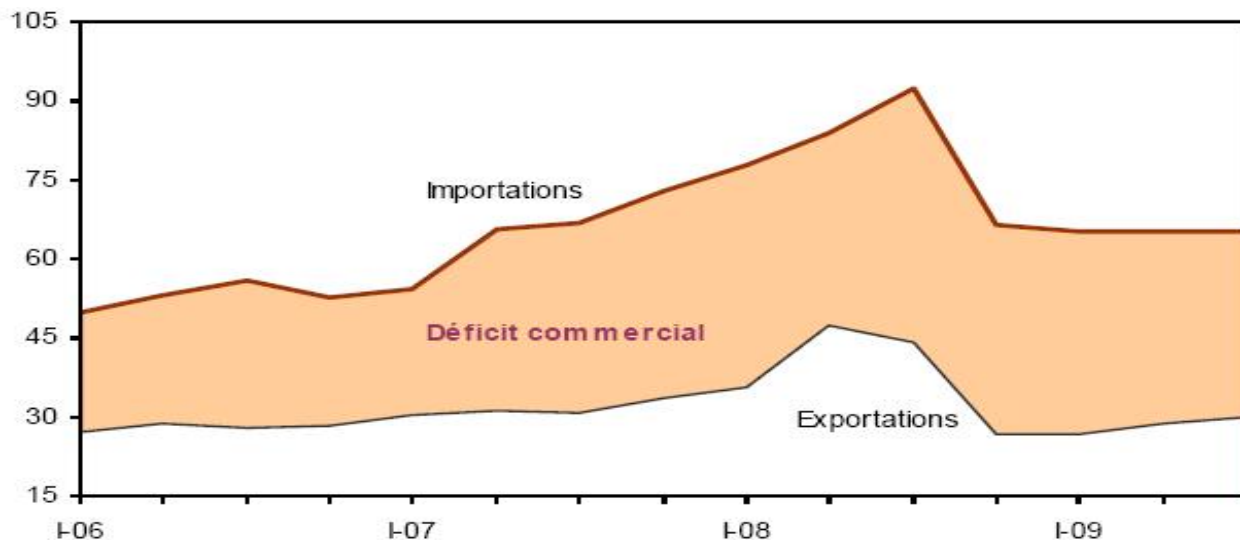
Document 1 : Evolution du solde de la balance des paiements et des transactions courantes 2004-2009

En millions de DH	2004	2005	2006	2007	2008	2009 *
Solde de la balance des paiements	+16 790,0	+20 888,1	+23 635,0	+16 937,5	-11 478,4	-1 583,6
Solde de la balance des transactions courantes	+8 551,3	+9 431,5	+12 423,5	-571,0	-35 936,7	-36 808,0

* Donnée préliminaire

www.oc.gov.ma, rapports 2008 et 2009

Document 2 : Evolution du déficit commercial 2006-2009 (en milliards de DH)



www.hcp.ma, Note de la conjoncture n°15, Janvier 2010

Document 3 : Evolution des recettes des MRE et de l'excédent de la balance des voyages 2005-2009 (En %)

	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes des MRE	+ 8,9	+ 17,4	+ 15,0	- 3,5	- 5,4
Investissements directs à l'étranger	181,6	- 2,4	45,6	- 26,3	- 27,4
Excédent de la balance des voyages	19,5	30,7	9,9	- 8,6	- 6,5

www.mce.gov.ma, balance des paiements 2009 et www.oc.gov.ma, rapport 2008

Document 4 : Evolution trimestriel des avoirs extérieurs nets (en %)

	2007				2008				2009		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
Avoirs extérieurs nets	2,1	1,7	4,0	1,3	0,4	1,0	-2,0	-4,5	-0,2	-4,3	-1,1

www.Hcp.ma, Note de la conjoncture n°15, Janvier 2010

Document 5 : Politique économique : Interrogations sur les choix à adopter

Dans un environnement économique international marqué par la multiplication des unions régionales (protectionnisme vis-à-vis des pays tiers...) et par une rude concurrence (agriculture, tourisme, textile...), il devient impératif pour le Maroc, traditionnellement orienté vers l'Union européenne, de diversifier ses débouchés et de valoriser ses exportations de telle sorte que la couverture des importations soit totale.

Il s'agit là d'une des conclusions d'une analyse bien développée et documentée sur la politique économique au Maroc parue dans la dernière édition de la publication Massalik. Et l'auteur a ajouté que les transferts des MRE devraient être réinjectés dans la sphère productive et servir au développement du pays, au lieu d'être un élément de compensation d'un déficit commercial devenu chronique.

Lematin.ma du 11/04/2010

Document 6 : Simulation : Le pire à venir ?

En l'état actuel de l'offre exportable du Maroc et de l'industrie locale, les divers accords de libre-échange signés par le Maroc seront presque sans effets sur les échanges. C'est en tout cas l'une des conclusions des simulations réalisées courant 2009 par le ministère du commerce extérieur sur la base d'un modèle économétrique. Ainsi, indique cette étude, si le Maroc n'étoffe pas son offre exportable actuelle, ses exportations n'augmenteraient dans les années à venir qu'à un rythme très faible de 0,6% par an, tandis que les importations, elles, augmenteraient à un rythme de +5,3%. Partant, le déficit de la balance commerciale continuera inévitablement à se creuser et le taux de couverture (biens et services) perdra 4% pour passer d'une moyenne de 91% à 86%.

Pour les spécialistes du ministère, les différents plans sectoriels (Emergence, Plan Vert, tourisme...) constituent la planche de salut pour les échanges extérieurs du pays...

S'il y a un enseignement à retenir, en définitive, de ce travail c'est **qu'il est aujourd'hui vital de développer les exportations en quantité mais surtout en qualité pour éviter la catastrophe !**

www.lavieeco.com; Edition du 11/01/2010

Document 7 : Le protectionnisme est-il de retour ?

La panique financière, la récession et les fortes pertes d'emplois subies par la plupart des économies ont fait craindre que les Etats ne soient tentés par des politiques protectionnistes, afin de reporter leurs problèmes sur les autres. A ces craintes sont venus s'ajouter les échecs répétés des tentatives pour conclure le cycle de négociations de Doha, censé faire avancer la libéralisation du commerce mondial. Ainsi, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'OCDE, en passant par la Banque mondiale, les grandes institutions internationales n'ont eu de cesse d'attirer l'attention sur ce risque protectionniste au cours de l'année passée.

Les Etats n'ont pas non plus multiplié les politiques de change agressives visant à déprécier leur monnaie pour gagner en compétitivité, même si la stabilité du taux de change yuan-dollar qu'impose la Chine n'est pas sans poser problème, notamment aux Européens. La crise s'est surtout traduite par une plus grande volatilité des changes, en particulier pour les devises des pays émergents dont l'effondrement a tenu à la violence des retraits de capitaux (en particulier en Corée du Sud, en Inde, en Indonésie et en Europe de l'Est).

Alternatives Economiques Hors-série n° 084 - Février 2010

CONSIGNES :

- 1- En vous référant aux documents 1, 2 et 3, relevez les causes du déficit de la balance des paiements. 1,25 pts
- 2- Lisez le chiffre souligné du document 4. 0,25 pt
- 3- Expliquez le recul des avoirs extérieurs et ses conséquences sur l'économie nationale. 1 pt
- 4- En exploitant les réponses ci-dessus, les documents 5 et 6 et vos connaissances personnelles, citez les principales faiblesses du commerce extérieur marocain. 1,25 pts
- 5- Commentez le passage souligné du document 6. 0,5 pt
- 6- Proposez des mesures que le Maroc doit entreprendre pour réduire son déficit extérieur. 1 pt
- 7- A quel instrument de protectionnisme fait-on allusion dans le passage souligné. (Document 7) 0,5 pt
- 8- Précisez le rôle de l'OMC dans le commerce mondial et citez deux de ses principes. 0,75 pt

Bon courage !